



PRIMADONNA DE LUXE

Le meilleur de l'espresso



Challenge

SCIENCES AVENIR

Rue89

Ciné Obs

Télé Obs

pourquoi docteur

Le Plus

Suivre l'Obs



Boutique



Acheter le magazine

Espace abonné

# LE NOUVEL Observateur Economie

Mise à jour 09h28

- Politique
- Société
- Monde
- Éco
- Culture
- HighTech
- Sport
- Santé
- Education
- Services
- OBSESSION

TEMPS FORTS > Budget Impôts Réforme des retraites Medef La crise sociale Emploi et formation Immobilier **UN NOUVEL ART DE VIVRE**

ACTUALITÉ > ECONOMIE > QUI DOIT FINANCER L'INFORMATION ?

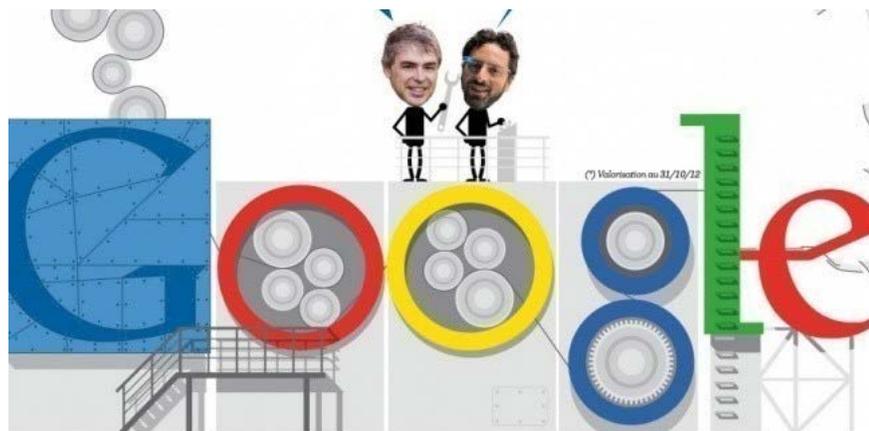
## Qui doit financer l'information ?

Publié le 10-11-2012 à 14h46 Par Claude Soula

Pour la première fois, la presse européenne défie le géant d'internet. Elle lui reprochent de piller leurs productions sans contrepartie. Etat des lieux.

Recommander 100 personnes le recommandent. Inscription pour voir ce que vos amis recommandent.

21 20 0 0 Réagir 10 Recevoir les alertes actualité



Infographie (Medhi Beneyzzar)

"On a souvent besoin d'un plus petit que soi." Les cerveaux qui font la force de la Google Inc. ont reçu la meilleure éducation scientifique de la terre, mais ils n'ont pas dû lire les "Fables" de La Fontaine. Sinon, ils auraient été plus prudents avec ce "petit" qui montre les dents : la presse européenne se révolte contre le lion américain. Elle l'accuse de piller ses richesses sans verser la moindre rémunération, et les gouvernements du continent partagent cette analyse.

C'est d'abord le Parlement allemand qui est en train de voter une "lex Google", afin de contraindre les moteurs de recherche à payer pour les contenus d'information qu'ils affichent. C'est également François Hollande qui vient de mettre un marché clair entre les mains d'Eric Schmidt, le numéro deux de Google, qu'il a reçu à l'Elysée : la société a trois mois pour s'entendre avec la presse française, au besoin en recourant à un médiateur qui sera désigné par le président. Sinon, le gouvernement fera voter une loi qui frappera Google et ses confrères au portefeuille. Une solution imposée par la dureté des Californiens qui ont refusé tout dialogue.

### SUR LE MÊME SUJET

- » Hollande veut "conclure" le bras de fer entre Google et la presse
- » Google "ne veut pas payer" la presse française
- » Google se dit prêt à négocier avec la presse française

SUIVRE LE NOUVEL OBSERVATEUR



MODE FULLSCREEN

DERNIÈRE MINUTE

+ LUS

+ PARTAGÉS

09h25 Le Gardasil, vaccin contre le cancer du col de l'utérus, visé par une plainte

09h25 Nucléaire: l'Iran et les grandes puissances ont six mois pour un accord complet

09h20 Ligue 1: Lille et Monaco s'accrochent malgré le rythme d'enfer du PSG

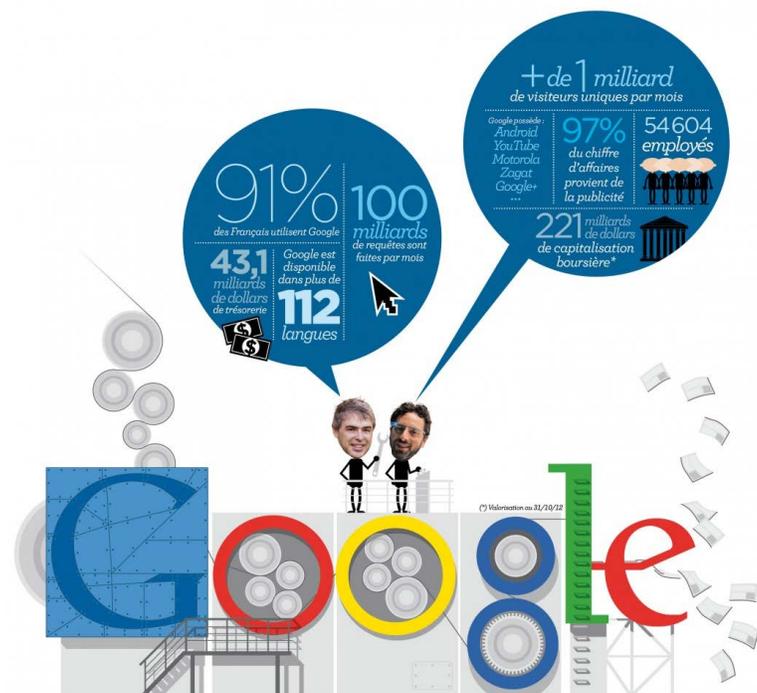
09h20 Dix personnes en garde à vue pour des attentats en Corse en 2012

09h20 Nucléaire iranien: les Etats-Unis ont pris le risque d'irriter Israël



Le président exécutif de Google, Eric Schmidt, face à François Hollande, Aurélie Fillipetti et Fleur Pellerin le 29 octobre. (Elysée)

"Je me souviens encore du jour où Carlo d'Asaro Biondo, le patron de Google Europe, m'a dit qu'il ne paierait jamais un centime pour l'information car elle n'avait aucune valeur à ses yeux", s'indigne Francis Morel, le président du groupe "Les Echos". L'info, pas de valeur ? C'est bien ce que répètent les responsables de Google dans tous les pays, à tous les éditeurs. "Leur tactique est simple : dire à chacun qu'il n'y a que lui qui se plaint et que ses jérémiades n'ont aucune chance d'aboutir", constate l'Allemand Christoph Keese, responsable des affaires publiques de l'éditeur Axel Springer.



Il y a un moment où la tactique du "diviser pour mieux régner" ne marche plus : c'est quand les caisses des journaux se vident, faute de recettes publicitaires et d'acheteurs, alors que celles de Google débordent, grâce à la vente de ses "liens sponsorisés". Les éditeurs lui demandent donc de partager les recettes que rapportent leurs articles, mais la réponse de la multinationale est toujours non. "Nous sommes la principale source de trafic des journaux, nous leur apportons 4 milliards de "clics" par mois sur la terre. A eux de transformer ce trafic en recettes de pub", disent ses porte-parole, en ajoutant que la société met à la disposition des journaux sa puissante régie publicitaire et toute son expertise.

### Les Allemands se mobilisent

Ce discours a exaspéré les Allemands, qui ont décidé de faire payer leur contribution à Google News. Les deux géants locaux de l'information, Bertelsmann et Axel Springer, ont fait cause commune depuis quatre ans et ont obtenu d'Angela Merkel le dépôt d'une loi. Le Parlement allemand va l'examiner dans les prochaines semaines, et comme elle est soutenue par les deux partis de la coalition au pouvoir - CDU et libéraux -, un échec semble improbable... malgré l'opposition des socialistes et des Verts.

> Toutes les dépêches

### LES DIAPOS LES PLUS VUS

EN IMAGES. Kennedy : le jour où tout a basculé



EN IMAGES. Cavaliers et poneys dans la rue contre "l'équitaxe"



PHOTOS. Les "Tontons flingueurs" ont 50 ans



### ANNONCES AUTOMOBILE



**MERCEDES  
CLASSE B - 16900 €**



**TOYOTA HILUX - 22900 €**

avec **LaCentrale.fr**

### INVESTISSEMENT PARTICIPATIF

"Ce qui nous a le plus surpris, c'est le refus de Google de négocier quoi que ce soit avec nous. Les autres agrégateurs de contenus et moteurs sont tous venus discuter. Pas eux", dit Christoph Keese, qui s'étonne également des méthodes musclées de l'entreprise : "Un petit groupe d'entrepreneurs du Net les soutenait bruyamment en hurlant au respect de la liberté. On a découvert qu'ils étaient payés par Google, de façon complètement opaque." Il est aujourd'hui soulagé que les éditeurs français aient déclenché une offensive semblable à la sienne : "C'est la meilleure des nouvelles car cela démontre que nous ne sommes pas seuls à penser comme ça."

### La France milite pour la création d'un nouveau droit

Les éditeurs français se sont mis au travail en mai dernier sous la houlette de Nathalie Collin, coprésidente du groupe Nouvel Observateur, qui dirige l'Association de la Presse d'Information politique et générale (IPG), avec un autre angle d'attaque. Ce n'est pas Google News qui les tarade, mais le fait que le moteur utilise en permanence le contenu des sites de presse pour comprendre ce que veulent les internautes. Cette utilisation-là, fort technique, contribue à la pertinence des résultats de recherche et aux bonnes performances de sa régie. Et, comme le contenu des journaux est protégé dans tous les pays latins et germaniques par le droit d'auteur, Google devrait donc verser des "droits voisins" aux producteurs de ces informations, tout comme les radios en acquittent aux producteurs musicaux.

Il y a des précédents : Google verse des droits à l'AFP pour diffuser ses dépêches, et sa filiale YouTube dédommage les musiciens, par le biais de la Sacem, quand on regarde une vidéo musicale en ligne. La jacquerie française a entraîné dans son sillage les éditeurs italiens, puis belges, suisses, autrichiens et espagnols.

### La contre-attaque de Google

La réplique, brutale, n'a pas tardé : Google, pourtant visé à Bruxelles par une enquête sur ses méthodes, a menacé de ne plus référencer les articles des journaux français sur son moteur... et de couper ainsi 40% de leur trafic. Une manœuvre maladroite venant d'une entreprise en position de quasi-monopole, dont le moteur de recherche est utilisé par 90% des internautes français. Cela a contribué à durcir les positions de l'Elysée et des ministères.

Pourtant, même parmi les éditeurs français, il y a aussi des voix favorables à l'américain. Les "twittos" ou les "pure players" approuvent dans leur ensemble son discours, car ils ne comprennent pas qu'on puisse vouloir faire payer les "liens", essence même d'internet : "Les journaux sont en crise parce qu'ils sont mauvais, pas à cause de Google. Le discours des éditeurs est incohérent et la meilleure preuve c'est que ce débat n'existe pas ailleurs", estime un patron de site, qui préfère l'anonymat. C'est vrai : aux Etats-Unis, il y a des secteurs qui ont lutté devant les tribunaux contre le pouvoir de Google - les éditeurs de livres, les producteurs, les musiciens -, mais rarement les journalistes. "Leurs patrons se posent pourtant exactement les mêmes questions", assure Christoph Keese, administrateur de plusieurs sociétés américaines.



Un ordinateur affichant la page d'accueil de Google (AP/SIPA)

Mais si le débat est plus violent sur le Vieux Continent, et notamment en France, c'est que les médias y sont en grande difficulté économique. "Le chiffre d'affaires de Google en France est estimé entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros, presque autant que TF1. Dans le même temps, les journaux ont perdu 1 milliard de ressources publicitaires et la plupart sont en déficit", résume un éditeur. Il s'agit donc pour la profession de créer de nouvelles recettes afin d'éviter la faillite de la production d'information.



Investissez dans une PME en croissance avec Anaxago

[Voir les PME d'avenir](#)

#### ANNONCES SHOPPING



Sélection Lingerie >> VOIR



Abris de Jardin >> VOIR

#### TOP DES RECHERCHES À 08H

1. f1 gp bresil
2. match ligue 1
3. laurent fabius
4. jean marc
5. georges lautner mort

proposé par le moteur

#### VIDÉOS MONDE



## Les média pourrait toucher 40 à 50 millions d'euros

Si l'idée française était retenue, Google devrait verser pour l'achat de ces droits voisins 40 à 50 millions d'euros. Une goutte d'eau pour ses revenus, mais un vrai trésor pour les médias : ce serait plus que les aides directes que verse l'Etat à ce secteur économique. Une forme de justice aussi puisque Google ne paie que 5 millions d'euros d'impôts en France, grâce au talent de ses conseillers fiscaux et aux surprises des lois européennes : le géant d'internet a installé son siège en Irlande, pays qui taxe faiblement les entreprises de high-tech.

Il y concentre son activité, ses emplois et ses impôts. Rien d'illégal, certes, mais c'est assez énervant pour les gouvernements du continent. Nicolas Sarkozy avait d'ailleurs promis une loi, puis il y a renoncé. Actuellement, deux experts de Bercy cherchent une faille juridique, et le sénateur UMP Philippe Marini a déjà déposé un projet de loi sur le sujet.

## Un trésor qui ne cesse d'enfler : 43 milliards de dollars de cash !

De son côté, la seule logique de Google est de devenir de plus en plus puissant, tous azimuts. Il a amassé dans ses caisses un trésor qui ne cesse d'enfler (43 milliards de dollars de cash !) et qui lui sert à racheter des sociétés ou à investir dans de nouveaux secteurs. Ses créateurs, Sergey Brin et Larry Page, veulent accroître le temps que nous passons à utiliser leur moteur de recherche. Cela passe par la création d'outils qui nous semblent gratuits (Gmail, Chrome, Maps, Earth...), alors qu'ils génèrent de la publicité et des informations sur notre comportement.

Ils ont investi massivement pour s'imposer dans les nouveaux outils informatiques qui menaçaient le règne du PC, comme les smartphones et les tablettes, grâce à leur logiciel Android, puis ils ont racheté une partie du fabricant Motorola afin de concevoir les meilleurs appareils. Pourtant, ces diversifications sont déficitaires. C'est dans son premier business, la recherche en ligne, que Google puise l'essentiel de ses ressources. C'est pour cela que Brin et Page se refusent à céder un pouce aux journaux. Tant pis si ceux-ci ont contribué naïvement à bâtir la puissance de Google et s'ils sont menacés de disparition.

° Article publié dans "Le Nouvel Observateur" du 8 novembre



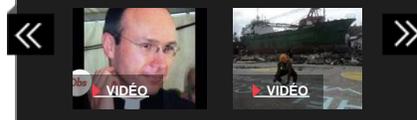
Téléchargez le magazine :

- sur PC / Mac
- sur iPhone / iPad
- sur Android



Christine Boutin voilée à la télévision iranienne

LES AUTRES VIDÉOS



EMPLOI

Les dernières offres

- 24/11 - **Stagiaire Mise en Place un Catalogue des Unités d'Oeuvre H/F** (La Chapelle-sur-Erdre - 44)
- 22/11 - **Technico-Commercial Sédentaire H/F** (Rhône - 69)
- 22/11 - **Chef de Projet Décisionnel H/F** (Niort - 79)
- 22/11 - **Concepteur Pro-E H/F** (Genève - Suisse)
- 22/11 - **Monteur H/F** (Tourville-la-Rivière - 76)

avec **REGIONSJOB**

Recommander

100 personnes le recommandent. Inscription pour voir ce que vos amis recommandent.

0

21

20

0

0

0

Réagir 10

Recevoir les alertes actualité

Mots-clés : Médias, François Hollande, Google, Nicolas Sarkozy, PRESSE, Youtube, TF1, Eric Schmidt

### A NE PAS MANQUER

Panneau sexiste sur les toilettes à Orly : les hommes aussi doivent... [\(Le Plus\)](#)

Pau : tags injurieux sur la mosquée... c'était l'imam [\(Nouvel Obs\)](#)

Décroissance : commençons par ne pas faire de recherche Google inutile [\(Rue89\)](#)

Enfermé dans un sac, saoul, grippé... ainsi meurent aussi les espions [\(Rue89\)](#)

Deux ados de 13 ans éteignent un incendie et sauvent trois personnes [\(Nouvel Obs\)](#)

### AILLEURS SUR LE WEB

Taxe sur les salaires : coup de pouce pour les associations [\(Décideurs en régions\)](#)

Green IT : Quatre conseils simples pour faire de grosses économies [\(SFR Business Team\)](#)

Une maison impeccable en un tour de main ! [\(Ma vie en couleurs\)](#)

Evasion fiscale - le hold-up du siècle [\(ARTE Future\)](#)

Les carrosseries de voiture, les batteries du futur ? [\(L'énergie en questions\)](#)

### ECONOMIE

Pourquoi l'impôt sur le revenu n'est pas prélevé à la source

PSA : Carlos Tavares pour seconder Philippe Varin ?

Les cavaliers dans la rue contre la TVA à 20%

4 raisons de croire en Tesla, la voiture électrique sexy

### VOS RÉACTIONS (10)



jeanpaulsaint a posté le 12-11-2012 à 00:46

Non non non, le titre est faux ..  
Qui doit financer la propagande ... c'est bien plus juste...

N'allez pas me dire que vous faites du journalisme ...  
Entre le joint du fils, la nullité du père, et la prise en main de l'économie par le saint esprit... n'allez pas me dire que vous travaillez ...

Je répons J'alerte



Pierre Amy a posté le 11-11-2012 à 19:05

@ De Plessis  
d'accord et j'attends avec impatience le jour où Google va deréférencer nos Figaros, Monde, NouvelObs....  
Mais il est vrai que les journaux français se partagent déjà plus d'un Mds d'Euros venant de l'État tous les ans. Malgré tous les avantages de ces journaux politiques, les tirages diminuent régulièrement et sûrement et c'est tant mieux quand on essaie de trouver de la qualité dans les articles des "journalistes" (on pourrait même écrire pisse-copie) Contenu nul, heureusement c'est pour des lecteurs nuls, malheureusement pour les dits journaux, il y a de moins en moins de lecteurs nuls et les tirages baissent baissent. Il paraît qu'il y a en France des Écoles de journalistes !!!

Je répons J'alerte



raoul frolik a posté le 11-11-2012 à 18:35

On nous a habitués à l'internet gratuit, le temps de nous habituer et de nous rendre dépendant... Avec l'addiction connue des gens pour internet, les marchands savent qu'ils

y a de l'argent a se faire et de plus en plus de choses vont devenir payantes...  
Perso, je me dénumérise de plus en plus, je n'utilise plus Google car a mes yeux, ils deviennent dangereux pour notre liberté...  
On dit qu'il ne faut pas mettre tout les oeufs dans le même panier mais c'est ce que les gens font avec Google... Moteur de recherche, blogs, gps, mail, tchat, cloud.... les serveurs Google mangent vos données et stockent tout....  
Méfiez-vous de plus en plus du web et surtout de Google, limitez votre consommation numérique, fuyez les réseaux sociaux qui ne font qu'alimenter la matrice et nous rendent complètement dépendant, prétentieux et nous mettent en compétition;

 Je réponds  J'alerte



Joaquim Defghi a posté le 11-11-2012 à 13:15

Commentaires très intéressants, il y a un vrai débat dans lequel je ne mets pas tous les médias non plus dans le même panier. C'est clair que moi aussi je ne vais plus sur Le Monde où il faut être inscrit pour laisser des commentaires. Le Nouvel Obs, lui, permet de participer activement et même de faire de la pub...

<http://www.actudumoyenage.fr/2012/10/le-roi-est-mort-vive-google.html>

 Je réponds  J'alerte



De Plessis a posté le 11-11-2012 à 10:24

Ce n'est pas google qui doit payer pour la presse. seule la presse doit payer pour la presse et si ce n'était pas le cas, j'encouragerai vivement Google à déréférencer ces liens. Qu'est-ce que c'est que cette analyse absurde qui voudrait que la presse en ligne soit financée par un moteur de recherche. C'est encore une vaste bêtise... Nous finançons déjà les partis politiques avec nos impôts, autre absurdité...ne plongeons pas plus..

 Je réponds  J'alerte



Michel LASSY a posté le 11-11-2012 à 09:54

"Elle lui reprochent de piller leurs productions sans contrepartie" : on n'apprend plus un minimum de grammaire et d'orthographe dans les écoles de journalisme?

 Je réponds  J'alerte



wykaaa wykaaa a posté le 11-11-2012 à 09:22

La position de la presse et des gouvernements européens vis-à-vis de Google est absurde. J'ai un blog, je vais demander à Google de me rémunérer lorsqu'il me référence ?

Evidemment que non car je suis trop content d'être en première position dans ses liens ! Tous ces soi-disant "décideurs" (de pacotille) n'ont rien compris à Internet. Le comble c'est effectivement le site du Monde qui demande à être abonné pour pouvoir réagir à un article. Résultat, je ne vais plus sur le site du Monde.

Les journaux sont en train d'organiser leur suicide avec leur attitude. La future loi, si loi il y a, sera un coup d'épée dans l'eau (l'os ?) car Google les déréférencera. Point barre.

 Je réponds  J'alerte

J'EN VEUX +

Pour réagir, je me connecte

Je m'inscris



ASSURANCE AUTO Assurland



N'attendez pas que le pire arrive pour chercher une assurance adaptée à vos besoins

> COMPAREZ ICI

ACHAT IMMOBILIER AB courtage



Prêt immobilier : Comparez les meilleures offres des banques

> SIMULATION GRATUITE

ANNONCES AUTO La Centrale



Trouvez la voiture de vos rêves parmi plus de 200 000 annonces

> LES DERNIÈRES ANNONCES

VERBES THÉMATIQUES

pouvoir **faire mettre vouloir dire comprendre** créer lire penser payer **entendre**  
**devenir investir**



Audience  
certifiée  
par l'OJD

Espace abonnés | S'abonner | Mobile | Newsletters | Plan du site | Sommaire | Publicité | Publicité TeleObs et Sciences et Avenir | RSS   
Contacts | Mentions légales | Données personnelles | Copyright | Index

© Le Nouvel Observateur - Tous droits réservés. nouvelobs.com est une marque exclusive du Nouvel Observateur

Retrouvez l'[actualité politique](#) et l'[actualité internationale](#) sur le Nouvel Observateur.